



CSAL du 26 septembre 2025

Monsieur le Président,

Avant tout le sujet de la Protection sociale complémentaire. La PSC est une réforme issue de la Loi de transformation de la fonction publique, visant à donner une protection obligatoire à l'ensemble des agents de la fonction publique (à l'image de ce qui s'est mis en place dans le privé en 2013 avec l'ANI).

Pour la CGT, sous couvert de renforcer les garanties en matière de santé des agents, tout en prenant en charge la cotisation de base à hauteur de 50 %, ils sont privés du choix de la mutuelle qui leur semble la plus adaptée à leur besoin.

Dans notre ministère, la CGT a pu introduire un cahier des charges et une protection en matière de santé basée sur un panier de soin de haut niveau lors de la négociation sur la PSC. Mais le 22 mai dernier, le ministère annonce que c'est l'opérateur Alan qui remporte le marché en matière de PSC pour le volet santé.

Ce choix est opéré de façon opaque et unilatérale par la secrétaire générale au motif qu'Alan aurait la meilleure notation selon la grille de critères établis.

Basse manœuvre politique pour affaiblir les mutuelles au bénéfice des assurances privées dont, au final, les agents du ministère seront les victimes ! La nature des structures supportant notre protection est en train de changer. Une mutuelle est une structure non lucrative dont l'activité est menée dans l'intérêt de ses membres. Une start-up comme Alan est une société recherchant uniquement le profit.

Aujourd'hui, les agents du MEF se voient donc dans l'obligation d'adhérer à un contrat santé, auprès d'une start-up dont une partie des fonds de garantie est constituée de fonds de pension étrangers. Peinant à garantir la sécurité des données des agents (celles-ci seront hébergées à l'étranger) et dans l'incapacité de garantir des services de proximité, elle ne remplit pas aux yeux de la CGT Finances Publiques plusieurs critères essentiels de la grille d'évaluation du marché public.

La bataille juridique et syndicale pour dénoncer ce choix est loin d'être terminée.

La start-up Alan, déficitaire depuis sa création en 2016, est très loin des valeurs mutualistes qui doivent prévaloir en matière de protection sociale.

Pour la CGT Finances Publiques, c'est un pas de plus dans la destruction de notre système de santé et vers la privatisation de celui-ci. La CGT Finances Publiques dénonce l'absence d'accompagnement et d'informations de notre employeur sur les modalités de transfert suite à ce choix d'opérateur. Il est inacceptable que le ministère abandonne les agents dans la gestion administrative d'un contrat collectif obligatoire !

Même si la CGT Finances Publiques a conscience que cette bataille sera longue, elle continue de se battre pour dénoncer, changer ce choix inique et porter ses revendications, notamment au travers de la saisie du Tribunal administratif.

Enfin, preuve s'il en est que la sélection d'Alan dans ce "pseudo" marché public est bien une décision purement politique, la CGT Finances Publiques tient à dénoncer un nouvel acte de notre ministère, qui décidément ne recule devant rien dans le copinage et le mélange des genres, à savoir l'arrêté du 01/09/2025 publié au JO du 07/09/2025, portant nomination au comité de sélection pour le recrutement aux emplois d'inspecteur des finances, comité chargé d'évaluer et de sélectionner les candidats pour les emplois d'inspecteur des finances, en tant que personne qualifiée, M Paul Sauveplane, secrétaire général et DRH de la société Alan.

Par ailleurs, avec plus d'un million de manifestant.es dans plus de 250 manifestations, et des centaines de milliers de grévistes dans le privé et le public, la mobilisation unitaire de jeudi 18 septembre est une grande réussite. Il s'agit de la plus forte participation à une mobilisation sociale depuis le mouvement contre la réforme des retraites en 2023, et elle envoie un avertissement clair au gouvernement : la colère sociale se renforce !

Cette journée donne un prolongement à la dynamique qui avait débuté le 10 septembre dernier. Cela confirme l'exaspération profonde du pays face à la stratégie de passage en force menée sans relâche par le chef de l'État, au service des plus riches et des grandes entreprises.

Face à l'autoritarisme et à la violence sociale, la lutte continue ! Le Président Emmanuel Macron et son nouveau premier ministre Sébastien Lecornu doivent immédiatement enterrer le musée des horreurs du projet de budget Bayrou et répondre aux exigences sociales. Nous voulons un autre budget

pour répondre aux urgences sociales, environnementales, mettre à l'ordre du jour la justice fiscale, dégager des moyens pour nos services publics et abroger la réforme des retraites !

Plus que jamais, l'heure est à l'action. Le gouvernement affaibli ne peut plus ignorer la colère, elle est là, elle est légitime, elle grandit. La balle est désormais dans le camp du Premier ministre.

Lors de sa rencontre avec lui le 15 septembre dernier, la CGT a posé des questions très précises au Premier Ministre sur ses orientations de politique générale et de budget et a finalement obtenu très peu de réponses. Grâce à l'ultimatum intersyndical, nos grèves et la pression populaire, le gouvernement a déjà dû abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et suspendu les décrets de doublement des franchises médicales.

A la suite de la rencontre hier, entre le Premier Ministre et les OS, ces dernières espéraient obtenir des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs.

L'intersyndicale déplore une occasion manquée. Après un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée

Le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas en mesure de connaître la copie finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement, alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale.

C'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales appelle à amplifier la mobilisation lors d'une nouvelle journée d'action et de grève interprofessionnelle le jeudi 2 octobre prochain !